

Guebwiller et environs

PULVERSHEIM E-commerce

## Plaidoyer contre un entrepôt géant à Ensisheim

M.H.



*La réunion a rassemblé environ 70 personnes dans la salle polyvalente de Pulversheim. Photo DNA /M.H.*

**Près de 70 personnes ont participé à la réunion publique d'information organisée par la commune de Pulversheim sur le projet d'implantation d'un entrepôt géant voué au e-commerce dans la Zone d'activité de la Plaine d'Alsace à Ensisheim.**

Des maires et des élus à sensibilité écologiste, ainsi que les représentants de diverses associations regroupées contre le projet d'implantation, dans le Parc d'activité de la Plaine d'Alsace d'Ensisheim, d'un entrepôt géant dédié au e-commerce, de 275 m de long sur 175 m de large sur quatre niveaux (le plus grand de France dans son genre), ont animé une réunion publique d'information à Pulversheim. Invité à y participer, Michel Habig, maire d'Ensisheim, instigateur du projet, n'était pas présent. En face, de nombreuses personnalités ont exposé les raisons de leur rejet.

Christophe Toranelli, maire de Pulversheim, a ouvert le débat : « On se doute que

l'entrepôt sera utilisé par Amazon, même si le nom n'a pas été prononcé. Ce projet n'apporte que des désagréments, à savoir trafic routier supplémentaire avec sa pollution, suppression d'emplois et, de façon plus générale, des conditions de travail difficiles et un impact carbone fort dû à la livraison des produits venus de l'étranger. Les bénéfices retourneront aux USA sans passer par la case de l'imposition en France. Il n'y aura donc aucune plus-value économique. »

Jean-Claude Mensch, maire d'Ungersheim est intervenu : « Nous sommes déjà dans le mur car le permis de construire de ce bâtiment de 190 000 m<sup>2</sup> a été accordé, il ne manque plus que l'autorisation environnementale de la part du préfet. »

Jean-Paul Julien, maire de Bollwiller, a souligné le côté « parfois utile » des plateformes d'e-commerce, tout en nuancant : « Il faut les utiliser autrement, en consommant sobrement. »

Pour Loïc Minéry, élu EELV de Mulhouse, il faut élargir le front du refus au Centre Alsace et à l'Eurométropole. Il s'est aussi indigné : « Il s'agit aussi d'un problème de transparence et de démocratie. C'est le miroir aux alouettes au niveau de l'emploi [jusqu'à 900 emplois en période de pointe annoncés - N.D.L.R.] car la perspective est de tout automatiser. Et on aura un flux de 3 600 véhicules légers et 600 poids lourds par jour. »

Alsace Nature s'est exprimée par la voix de Joseph Baumann : « L'artificialisation des terres agricoles continue et d'autres terres vont être sacrifiées pour tracer des routes d'accès ; on aurait pu utiliser des friches industrielles du Bassin potassique. Amazon, qui n'est pas à plaindre, va profiter des aides publiques de manière conséquente, notamment pour la création d'emploi. »

Alain Diot, représentant le collectif Rucssa (Réseau urgence climatique et sociale sud Alsace) a insisté sur la méthode employée : « Aucune information n'a été donnée ; c'est une façon de faire de la politique au mépris du citoyen. Plus de 300 observations ont été soumises à l'enquête publique ; elles ont été balayées par le commissaire enquêteur sous prétexte de représenter une philosophie de vie. C'est la fin des emplois de proximité. »

Un commissaire dont le choix par le tribunal administratif a été critiqué par Joseph

Baumann : « Dans son passé professionnel, il était un des agents actifs de l'Adira et, à ce titre, il était chargé de démarcher les entreprises pour les zones d'activité dont celle d'Ensisheim. »

Il a aussi été souligné que l'ouverture de l'entrepôt provoquera une augmentation du fret aérien à Bâle-Mulhouse.

Pascal Lacombe, du Chaudron des alternatives, un collectif du Centre Alsace opposé à l'implantation d'un entrepôt Amazon à Dambach-la-Ville, a interpellé les conseillers départementaux Pierre Vogt et Marie-France Vallat, présents dans la salle : « Je suis choqué que ni les conseillers régionaux ni les conseillers départementaux des deux départements - sauf M. Bierry, sur le tard - ne répondent à nos sollicitations pour organiser un débat public avec plus de démocratie. » Catherine Hoffarth, ancienne opposante au maire d'Ensisheim, a tenu le même type de discours : « On nous refuse une salle pour un débat ; les gens de la commune ne disent rien car ils ont peur des conséquences. »

« Comment faire pour arrêter le projet ou empêcher les camions de passer partout ? » est la question qui a suivi. Des éléments de réponse ont été apportés par Joseph Baumann : « Nous en sommes au recours gracieux auprès du maire et, dans deux mois, on ira en contentieux au tribunal administratif. Le 5 novembre, une nouvelle manifestation est prévue devant la préfecture. »

Plusieurs interventions dans le public sont allées dans le sens d'un rassemblement des forces.